



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de
la protection des populations**

Service Protection de l'environnement
Tél. : 05 24 73 38 00
Mél : ddpp-env@gironde.gouv.fr

Bruges, le 18 février 2026

Réf : 2026-00708

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28 janvier 2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TREASURY WINE ESTATES FRANCE
5, Chemin de Canteloup
33460 MACAU

1) Contexte.

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 janvier 2026 de l'établissement de la société TREASURY WINE ESTATES FRANCE, implanté 5, Chemin de Canteloup à MACAU (33460). L'inspection a été annoncée le 18 décembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Cette inspection entre dans le cadre des inspections annuelles de sites ICPE 2251 avec une activité supérieure à 10 000 hl/an.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TREASURY WINE ESTATES FRANCE
- 5, Chemin de Canteloup - 33460 MACAU
- Siret : 83811113600027
- Code AIOT dans GUN : 0053320898
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TREASURY WINE ESTATES FRANCE réalise, sur ce site, des activités de préparation de vins à hauteur de 13 000 hl/an. À ce titre, cet établissement relève du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2251 "Préparation, conditionnement de vins" de la nomenclature des installations classées. Son exploitation est encadrée par les dispositions de l'arrêté ministériel du 15 mars 1999 *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2251 (Préparation, conditionnement de vin, la capacité de production étant supérieure à 500 hl/an mais inférieure ou égale à 20 000 hl/an)*.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dispositions générales
- Eau
- Photovoltaïques

2) Constats.

2.1) Introduction.

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2.2) Bilan synthétique des fiches de constats.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Mesure des volumes rejetés	Arrêté Ministériel du 15/03/1999, Annexe, paragraphe 5.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Interdiction des rejets en nappe	Arrêté Ministériel du 15/03/1999, Annexe, paragraphe 5.6	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installations soumises à déclaration	Code de l'environnement du 01/03/2017, article L. 512-8	Sans objet
2	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 15/03/1999, Annexe, paragraphe 2.4	Sans objet
3	Prélèvements	Arrêté Ministériel du 15/03/1999, Annexe, paragraphe 5.1	Sans objet
5	Valeurs limites de rejet	Arrêté Ministériel du 15/03/1999, Annexe, paragraphe 5.5	Sans objet
7	Brûlage	Arrêté Ministériel du 15/03/1999, Annexe, paragraphe 7.4	Sans objet
8	Installations des panneaux photovoltaïques	Arrêté Ministériel du 05/02/2020, Annexe I, point 4	Sans objet
9	Signalement de l'unité de production photovoltaïque	Arrêté Ministériel du 05/02/2020, Annexe I, point 6	Sans objet
10	Système d'alarme	Arrêté Ministériel du 05/02/2020, Annexe I, point 7	Sans objet
11	Dispositifs de coupure d'urgence	Arrêté Ministériel du 05/02/2020, Annexe I, point 10	Sans objet
12	Onduleurs	Arrêté Ministériel du 05/02/2020, Annexe I, point 11	Sans objet

2.3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats.

L'inspection du mercredi 28 janvier 2026 a permis de constater que la société TREASURY WINE ESTATES FRANCE dispose d'une filière de traitement des effluents viticoles et vinicoles.

Néanmoins la corrélation entre la consommation d'eau et le volume des eaux résiduaires industrielles rejeté en 2025 est à justifier.

De plus, la conformité des conditions de rejet des eaux résiduaires industrielles reste à démontrer.

2.4) Fiches de constats.

N° 1 : Installations soumises à déclaration

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article L. 512-8
Thème(s) : Situation administrative, Dispositions générales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1.</p> <p>La déclaration inclut les installations, ouvrages, travaux et activités relevant du II de l'article L. 214-3 projetés par le pétitionnaire que leur connexité rend nécessaires à l'installation classée ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients. La déclaration vaut application des dispositions des articles L. 214-3 à L. 214-6.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conformément aux dispositions du code de l'environnement relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'établissement de la société TREASURY WINE ESTATES FRANCE a fait l'objet d'une déclaration de l'établissement le 22 septembre 2025, pour une activité de préparation de vins de 13000 hl/an. Le récépissé de déclaration A-5-02N8Y8UV8 a été délivrée. Volume de production 2025 : 8 473,37 hl (entrée vrac) et 2 232 hl (déclaration de production) soit 10 705 hl au total.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rétention des aires et locaux de travail

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/03/1999, Annexe, paragraphe 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Implantation et aménagement
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol (produits d'entretien, de désinfection et de traitement...) doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement. Pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités conformément au point 5.7 et au titre 7.
Constats : Au cours de l'inspection, il a été constaté l'extension d'une cuverie extérieure. Les cuves reposent sur un sol étanche et incombustible (béton). Un muret périphérique en parpaings est en cours d'aménagement afin d'assurer une rétention correspondant au volume de la plus grosse cuve. Le site exploite également une cuve à double paroi de 70 m ³ pour le stockage des effluents phytosanitaires dans l'attente de leur élimination.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/03/1999, Annexe, paragraphe 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs doivent être relevés tous les mois en périodes d'activité (vendanges, soutirage...) si le débit moyen prélevé est supérieur à 10 m ³ /j, et au minimum une fois par an. Le résultat de ces mesures doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif anti-retour.
Constats : Le site utilise le réseau d'adduction d'eau potable et le forage de code BSS 004BLQ d'une profondeur de 69,9 mètres. Le volume annuel prélevé depuis le forage est inférieur à 1 000 m ³ d'après le registre de consommation d'eau (2024 : consommation totale 1 112 m ³ du réseau AEP et 85 m ³ du forage ; 2023 : 1 167 m ³ du réseau AEP et 964 m ³ du forage) Le forage capte l'Éocène moyen et l'eau est destinée à la préparation des traitements phytosanitaires, au nettoyage du matériel et à l'arrosage des espaces verts (aucun usage alimentaire). La tête du forage n'a pu être observée lors de l'inspection parce qu'elle était surmontée d'un ALGÉCO®. Selon l'exploitant, la tête de forage se trouve au niveau du sol et n'est pas surélevée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesure des volumes rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/03/1999, Annexe, paragraphe 5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : La quantité d'eau rejetée doit être mesurée, en période d'activité, tous les mois ou conformément aux conditions de rejet prévues à l'article 5.5 b, ou à défaut évaluée à partir de la mesure des quantités d'eau prélevées dans le réseau de distribution publique ou dans le milieu naturel.
Constats : Les volumes d'eau en sortie de station d'épuration sont rejetés par bâchée dans un bassin d'infiltration commun avec les eaux pluviales. D'après le compte-rendu de l'exploitation de la station d'épuration 2025, les eaux résiduaires industrielles traitées ont été rejetées au cours de 5 journées (9 janvier, 6 mars, 9 avril, 2 mai et 26 novembre 2025) pour des volumes de 79,5 à 162,3 m ³ représentant 548,8 m ³ annuels.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Justifier la corrélation entre la consommation d'eau et le volume des eaux résiduaires industrielles rejeté en 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/03/1999, Annexe, paragraphe 5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Sans préjudice des conventions de déversement dans le réseau public (art. L. 35-8 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents : a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif : - pH (NFT 90-008) : 4-8,5 (9,5 en cas de neutralisation à la chaux) ; - température : < 30° C. (...) c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) : L'effluent brut doit faire l'objet d'une épuration avec un rendement à un taux supérieur à 95 % sur les flux de MES et de DCO ou respecter les valeurs limites suivantes : - matières en suspension (NFT 90-105) : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ; - DCO (NFT 90-101) : la concentration ne doit pas dépasser 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ; - DB05 (NFT 90-103) : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 30 kg/j, 30 mg/l au-delà. Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.
Constats : D'après le compte-rendu de l'exploitation de la station d'épuration 2025, les eaux résiduaires industrielles rejetées présentaient les caractéristiques suivantes : - Paramètre DCO : concentrations comprises entre 13 et 296 mg/l et le flux rejeté compris entre 1,2 et 48 kg. - Paramètre MES : concentrations comprises entre 6 et 84 mg/l et le flux rejeté compris entre 1,0 et 7,8 kg.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Interdiction des rejets en nappe

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/03/1999, Annexe, paragraphe 5.6
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Le rejet, même après épuration, d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.
Constats : Les eaux résiduaires traitées sont rejetées par bâchée dans un bassin d'infiltration, pour des volumes journaliers compris entre de 79,5 à 162,3 m ³ . De plus, ce bassin d'infiltration collecte les eaux pluviales du site. Ce bassin est aménagé dans la partie nord de la parcelle 0116 de la section cadastrale AS de la commune de MACAU. Ce bassin a une emprise d'une surface d'environ 160 m ² pour un volume inconnu. D'après les données cartographiques du site internet SIGES Aquitaine, l'aquifère du Plio-Quaternaire est affleurant au droit du site. Lors de l'inspection, les berges de ce bassin étaient enherbées mais une partie présentait des traces d'érosion. Ce bassin ne présente pas d'exutoire vers un milieu aqueux superficiels (fossé, ruisseau...)

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Brûlage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/03/1999, Annexe, paragraphe 7.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : Aucune aire de brûlage de déchets à l'air libre n'a été constatée lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Installations des panneaux photovoltaïques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/02/2020, article Annexe I, point 4
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque
Prescription contrôlée : 4. Les panneaux ou films photovoltaïques ne sont pas en contact direct avec les volumes intérieurs des bâtiments ou auvents où est potentiellement présente, en situation normale, une atmosphère explosible (gaz, vapeurs ou poussières). L'ensemble constitué par l'unité de production photovoltaïque et la toiture présente les mêmes performances de résistance à l'explosion que celles imposées à la toiture seule lorsque les équipements photovoltaïques sont installés sur des bâtiments ou auvents qui abritent des zones à risque d'explosion. Pour les bâtiments et auvents abritant des zones à risque d'explosion, l'ensemble constitué d'une part par la toiture et d'autre part par l'unité de production photovoltaïque, répond aux exigences imposées à la toiture seule notamment pour les critères à respecter pour les surfaces soufflables.
Constats : Les panneaux photovoltaïques sont installés en toiture du bâtiment dédié aux activités viticoles (parcelle 041 de la section cadastrale AX) et en toiture et en façade sud, du bâtiment lié aux activités de préparation de vin (parcelle 0101 de la section cadastrale AS). Ces deux bâtiments ne comportaient pas de locaux à risque d'incendie ou d'explosion.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Signalement de l'unité de production photovoltaïque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/02/2020, article Annexe I, point 6
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque
Prescription contrôlée : 6. L'unité de production photovoltaïque est signalée afin de faciliter l'intervention des services de secours. En particulier, des pictogrammes adaptés, dédiés aux risques photovoltaïques sont apposés. Les pictogrammes définis dans les guides pratiques UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution, UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie, et XP C 15-712-3 version mai 2019 pour les installations photovoltaïques avec dispositif de stockage et raccordées à un réseau public de distribution, permettent de répondre à cette exigence : - à l'extérieur du bâtiment ou auvent au niveau de chacun des accès des secours ; - au niveau des accès aux volumes et locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque ; - tous les 5 mètres sur les câbles ou chemins de câbles qui transportent du courant continu. Un plan schématique de l'unité de production photovoltaïque est apposé à proximité de l'organe général de coupure et de protection du circuit de production, en vue de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.

Constats :

Des pictogrammes dédiés aux risques photovoltaïques sont présents au niveau des chemins de câbles extérieurs entre les panneaux photovoltaïques et les onduleurs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Système d'alarme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/02/2020, article Annexe I, point 7

Thème(s) : Risques accidentels, Équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque

Prescription contrôlée :

7. Chaque unité de production photovoltaïque est dotée d'un système d'alarme permettant d'alerter l'exploitant de l'installation classée, ou une personne qu'il aura désignée, d'un événement anormal pouvant conduire à un départ de feu sur l'unité de production photovoltaïque. Une détection liée à cette alarme s'appuyant sur le suivi des paramètres de production de l'unité permet de répondre à cette exigence.

Constats :

Un système d'alarme, à distance, est présent sur l'unité de production photovoltaïque (télé-relève). Le suivi des paramètres de production de l'unité photovoltaïque est réalisé par son gestionnaire prestataire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Dispositifs de coupure d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/02/2020, article Annexe I, point 10

Thème(s) : Risques accidentels, Équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque

Prescription contrôlée :

10. Des dispositifs électromécaniques de coupure d'urgence permettent d'une part, la coupure du réseau de distribution, et d'autre part la coupure du circuit de production. Ces dispositifs sont actionnés soit par manœuvre directe, soit par télécommande. Ces dispositifs sont à coupure omnipolaire et simultanée. Dans tous les cas, leurs commandes sont regroupées en un même lieu accessible en toutes circonstances, notamment par les services de secours.

Les dispositifs de coupure sont situés en toiture. Le dispositif de coupure du circuit en courant continu se situe au plus près des panneaux photovoltaïques.

Un voyant lumineux servant au report d'information est situé à l'aval immédiat de la commande de coupure du circuit de production. Le voyant lumineux témoigne en toute circonstance de la coupure effective du circuit en courant continu de l'unité de production photovoltaïque, des batteries éventuelles et du circuit de distribution. La conformité aux spécifications du point 12.4 des guides UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution ou UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie permet de répondre à cette exigence.

Constats :

Un dispositif de coupure d'urgence est présent au niveau d'une armoire électrique extérieure pour l'installation photovoltaïque du bâtiment dédié aux activités viticoles (interrupteur).

Deux dispositifs de coupure « coup de poing » sont présents au niveau de la façade Est du bâtiment lié aux activités de préparation de vin.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Onduleurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/02/2020, article Annexe I, point 11

Thème(s) : Risques accidentels, Équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque

Prescription contrôlée :

11. Lorsque les onduleurs sont situés en toiture, ils sont isolés de celle-ci par un dispositif de résistance au feu EI 60, dimensionné de manière à éviter la propagation d'un incendie des onduleurs

à la toiture. Lorsque les onduleurs ne sont pas situés en toiture, ils sont isolés des zones à risques d'incendie ou d'explosion, par un dispositif de résistance au feu REI 60. Un local technique constitué par des parois de résistance au feu REI 60, le cas échéant un plancher haut REI 60, le cas échéant un plancher bas REI 60, et des portes EI 60, permet de répondre à cette exigence. L'alinéa précédent ne s'applique pas lorsque l'onduleur est directement intégré aux équipements photovoltaïques de par la conception de l'installation photovoltaïque (micro-onduleur).

Constats :

Les onduleurs observés lors de l'inspection sont implantés en extérieur sur les façades maçonnées des bâtiments.

Type de suites proposées : Sans suite